

PAUL RASSINIER

À la recherche du sens des mots  
et de la vérité des choses

TÉMOINS N°17 (ÉTÉ 1957)

À la recherche du sens des mots et de la vérités des choses (1)

samedi 17 novembre 2007, par Rassinier (Paul)

*[Mis en cause dans notre précédent cahier, Paul Rassinier m'a fait parvenir une longue réponse dont on lira ci-dessous la première moitié (la seconde suivra dans notre cahier d'automne). Au lecteur de juger par lui-même. J'ajouterai cependant rester en désaccord avec l'auteur sur la plupart des points évoqués par lui. En particulier, en ce qui concerne le soulèvement hongrois, aucune théorie ne me paraît, à moi qui ne me sens aucune vocation de technocrate de la liberté, pouvoir autoriser à ménager l'adhésion la plus entière. La vérité, ici, a été une fois de plus, magnifiquement et en toute simplicité, énoncée par notre ami Camus : « Cette Hongrie vaincue et enchaînée, a-t-il dit, que des faux réalistes comparent avec apitoiement à la Pologne, encore sur le point d'équilibre, a plus fait pour la liberté et la justice qu'aucun peuple depuis vingt ans. Mais, pour que cette leçon atteigne et persuade en Occident ceux qui se bouchaient les oreilles et les yeux, il a fallu, et nous ne pourrions nous en consoler, que le peuple hongrois versât à flots un sang qui sèche déjà dans les mémoires. Du moins tâcherons-nous d'être fidèles à la Hongrie comme nous l'avons été à l'Espagne. »*

*J.P.Samson]*

En 1950, pour donner, des camps allemands de concentration, une autre interprétation que celle des communistes alors fort à la mode, j'ai écrit *le Mensonge d'Ulysse*. Là-dessus, 1423 journaux ont, entre autres choses, prétendu que j'avais nié l'existence des chambres à gaz : ils le tenaient du journal officiel de la République française, un obscur député l'ayant dit à la tribune de la Chambre. L'affaire fit du bruit : une douzaine de pauvres types — qui avaient lu l'un quelconque des 1423 journaux, mais pas mon livre — m'ont traîné en correctionnelle et sont venus soutenir cette thèse à la barre. Les juges leur ont mis les textes sous les yeux et, avec la prudence qui les caractérise, quand les communistes n'ont plus été à la mode, les ont déboutés. Il fallut attendre quatre ans et l'affaire fit, cette fois, beaucoup moins de bruit. Pour être de ceux qui n'en ignorent cependant rien, J. P. Samson n'en écrit pas moins qu'à m'entendre « à peine eût-on pu croire encore à l'existence des chambres à gaz ». D'un autre, je dirais qu'il s'agit d'un procédé insidieux et donc assez peu digne. Parce que je le connais, je dirai seulement de lui qu'il vit toujours sur le souvenir de

l'ambiance créée par les 1423 journaux qui ont rendu compte du *Mensonge d'Ulysse*. Mais qui se sont bien gardés de porter à la connaissance de leurs lecteurs le verdict du procès qu'on m'avait assez imprudemment intenté.

Et sans autre forme de procès, je passerai à l'objet de ce propos qui est le commentaire consacré par J. P. Samson soi-même à l'article que, dans un récent numéro de *Défense de l'homme*, j'ai écrit sur les événements de Hongrie.

Ici, c'est d'un phénomène de paralexie qu'il s'agit. Et nettement caractérisé. Si j'écris qu'il est insensé de déclencher le mécanisme de la Révolution dans une conjoncture qui n'est manifestement pas révolutionnaire et qu'en 1957 la Révolution n'est plus pensable à une autre échelle qu'universelle, J. P. Samson traduit : « Rassinier construit une théorie selon laquelle il faudrait, pour oser *n'importe quelle révolte ATTENDRE [1]* que la situation fût révolutionnaire simultanément dans tous les pays du monde. » Ma pensée s'apparente alors « étrangement à l'attentisme de la social-démocratie allemande, aboutissant à *céder bien gentiment [2]* le pouvoir à Hitler parce que le personnage avait obtenu la majorité des voix ». Si j'écris d'autre part qu'en matière d'action sociale les conseils ouvriers n'ont pas mieux réussi que les syndicats, ou que, dans l'un et l'autre cas, les batailles sont toujours à recommencer, J. P. Samson traduit cette fois : « selon les vues de Rassinier, *toutes* les conquêtes que l'action syndicale a amené la classe ouvrière à réaliser sont, en système capitaliste, *parfaitement illusoires (1)*. Autrement dit, la thèse officielle du cher Fajon sur la paupérisation des masses est donc juste. » Et me voici maintenant bolcheviste en même temps que social-démocrate. J. P. Samson ne croit-il pas qu'il eût mieux valu citer les textes plutôt que de les interpréter de façon aussi cavalière et de se mettre ainsi dans le cas d'en tirer des conclusions où seuls les humoristes pourraient trouver leur compte ? Pour les autres, on me permettra donc de remettre les choses au point.

## **I. Révolte et révolution**

Nos aïeux distinguaient entre l'esprit de révolte et l'esprit de révolution. Comme ils avaient le sens de la logique, ils distinguaient aussi entre l'émeute et la révolution elle-même : « Mais c'est une émeute, disait Louis XVI de la foule envahissant les Tuileries certain 20 juin. — Non, sire, lui répondit quelqu'un, c'est une révolution ! » Littré qui fit autorité en la matière, le *Dictionnaire de l'Académie française* et jusqu'au pauvre *Larousse* maintiennent ces distinctions. Un livre vient de paraître qui nous présente Joseph de Maistre comme un « réactionnaire révolté ». Mais les leaders du mouvement ouvrier dont la règle semble être, depuis cinquante ans, de flatter la classe ouvrière jusqu'à la flagornerie, ont changé tout cela. Et il n'est pas jusqu'à *l'Homme révolté* d'Albert Camus, cette somme pourtant remarquable, qui n'entretienne la confusion des termes. Il est temps de redécouvrir le sens des mots. Qu'on n'attende pas de moi des définitions : les dictionnaires ne manquent point. J'y renvoie le lecteur et J. P. Samson. Ils y apprendront ou réapprendront que si tous les révolutionnaires sont des révoltés, tous les révoltés, par contre, ne sont pas des révolutionnaires ; que si les bourgeois de 1789 étaient d'authentiques révolutionnaires, la meute hurlante qui courut à Versailles chercher « le boulanger, la boulangère et le petit mitron » n'était qu'un rassemblement de révoltés et qu'on en peut dire autant de ceux qui ont rasé la Bastille ou promené dans les rues des têtes au bout de leurs piques » que l'ouvrier qui cherche à créer, dans son usine, un syndicat ou une coopérative — et même un conseil ouvrier, bien que je n'aime pas cette formule dont la seule justification me paraît être l'extrême division politique et syndicale — par temps calme, est encore un révolutionnaire, tandis que le professeur, l'instituteur, le métallurgiste, le maçon ou le mineur qui se mettent en grève pour

10 % d'augmentation, ne sont peut-être même pas des révoltés mais seulement des avides ou des envieux aigris ; et que si par une fâcheuse tradition, la révolution est généralement couronnée par l'émeute, ceux qui veulent à toute force faire entrer toutes les émeutes dans le processus révolutionnaire, prennent neuf fois sur dix le Pirée pour un homme.

En plus, J. P. Samson se convaincra — facilement, je l'espère — que si je parle de révolution, il n'a pas le droit de traduire : *n'importe quelle révolte*. Et que, si je préconise le retour à un syndicalisme révolutionnaire assorti du mutualisme et de la coopération, cela ne signifie pas *attendre*, mais commencer la révolution *tout de suite* en s'attaquant aux structures du régime.

Car, la révolution c'est seulement la transformation des structures du régime dans un sens qui va contre la propriété capitaliste. Le désir qu'on a de les transformer dans ce sens définit le révolutionnaire. Et il y a situation révolutionnaire quand les structures ne peuvent plus échapper à cette transformation. Qu'il y ait des révolutionnaires authentiques dans des situations qui ne le sont pas, j'en conviens aisément : il y avait en Hongrie et j'ai seulement dit qu'ils étaient — de loin ! — les moins nombreux, « les structures du régime n'ayant, à ma connaissance, été mises en cause par personne » assez haut pour qu'on l'entende de Paris ou de Zurich.

Le malentendu vient de ce qu'ayant perdu le sens des mots, par une réaction antimarxiste bien compréhensible, dans certains milieux on en soit au surplus arrivé à monter systématiquement le facteur subjectif en épingle et à se comporter comme si le facteur objectif était sans importance ou n'existait pas.

C'est ce malentendu qui est tragique : il n'a sorti le mouvement ouvrier d'un excès que pour le précipiter dans l'excès contraire.

## **II. Les conquêtes de l'action syndicale**

D'un côté, il y a le niveau et les conditions générales de vie des peuples qui, de la horde et des clans aux empires, se sont lentement mais constamment améliorés, en suivant une courbe ascensionnelle dont l'escargot qui grimpe au poteau, monte de deux mètres tous les jours et redescend d'un mètre toutes les nuits, donne une représentation assez exacte. D'un autre côté, il y a l'action populaire qu'on ne voyait plus — depuis très peu de temps d'ailleurs : moins d'un siècle, c'est-à-dire à l'échelle de l'Histoire, quelques instants seulement qu'à travers l'action syndicale pour les uns, politique pour les autres, et qu'on commence à ne penser plus que dans la perspective des conseils ouvriers ou des soviets. Enfin, il y a Marx qui a fait de l'action populaire la condition des progrès de l'Humanité, mis le devenir de l'Homme et des sociétés en équation et décrété que la lutte des classes était le moteur de l'Histoire.

C'est à partir d'ici que nous sommes entrés dans la fantasmagorie.

Je le répète : on a basement flatté le peuple en rapportant à son action tout ce qui existe. Depuis cent ans, personne, jamais, n'a osé dire que l'invention du levier, du collier de trait, du moulin à eau, de la machine à vapeur, de l'électricité et du moteur à explosion, les découvertes de l'hydro et de l'aérostatique, de l'Amérique et des autres continents, l'exploration des sous-sols et du fond des mers etc., toutes choses à penser aujourd'hui en termes d'énergie nucléaire et d'automatisation, qui se sont faites à l'écart de l'action populaire et souvent contre elle, ont bien plus qu'elle amélioré le niveau et les conditions générales de vie des peuples. Mon opinion est qu'on peut, certes, parler des conquêtes de l'action populaire, mais à la condition de les inscrire honnêtement dans une succession de conjonctures qui, au long du temps, ont été créées au niveau de la pensée et du perfectionnement continu des techniques,

c'est-à-dire de la culture, par les hommes de laboratoire et de déclarer sans ambiguïté que, sans eux, elles n'eussent jamais été possibles. Il y a eu les descentes dans la rue des révolutions de 1789-1830-1848 et 1871, mais c'est la découverte de l'Amérique, la marmite de Papin, l'électricité et le gaz d'éclairage qui ont fait éclater et rendu caduques les structures de la féodalité. Il y a eu les martyrs de Chicago, une longue théorie de 1er mai sanglants, des grèves et des manifestations en tous genres, mais c'est le pétrole, le moteur à explosion et le métier à tisser qui ont rendu possibles la loi de huit heures — d'ailleurs toujours à l'état de théorie ! — la semaine de quarante heures et les congés payés. Il y aura encore des grèves et des manifestations en tous genres, mais l'avènement de l'économie distributive qui est à l'ordre du jour sera l'œuvre d'Einstein qui découvre  $E = MC^2$  et des savants du secteur de l'électronique et de l'automation.

Or, la marmite de Papin, les applications industrielles du pétrole et de l'électricité, le moteur à explosion,  $E = MC^2$ , la machine à calculer, les robots de l'électronique, etc., sont des résultats, non pas de l'action populaire de masse, mais de l'effort individuel. L'action populaire de masse, dans tout cela, ce n'est guère plus que les cocoricos de ce Chantecler qui croyait faire lever le soleil en les poussant. Ce pourrait être autre chose ? Bien sûr ! Mais il n'y a pas grand-chose à attendre de tous ces permanents syndicaux dont le principal souci est de sauver des situations personnelles acquises en faisant la postiche, de tous ces commis du régime, professeurs ou autres, qui prêchent le syndicalisme et le socialisme tout en faisant des heures supplémentaires, ce qui en dit long sur la sincérité de leurs convictions.

Dans la mesure, cependant, où l'action populaire — syndicale ou autre — a pu, dans certains cas, obtenir du patronat ou des gouvernements, une amélioration du niveau ou des conditions générales de vie des peuples, *un peu avant* la date inscrite au calendrier sidéral par l'effort des penseurs, des artistes, des savants et des techniciens, je n'ai jamais dit ni écrit que « *toutes* les conquêtes de l'action syndicale étaient *parfaitement* *illusoires* ». Si J. P. Samson veut bien se reporter à mon texte, il verra que ni l'expression ni son contenu ne s'y trouvent sous quelque forme que ce soit et que ce que j'ai révoqué en doute, c'est seulement l'efficacité de la grève partielle en matière d'augmentation des salaires et la possibilité d'une révolution à une autre échelle qu'universelle. On peut ne pas être d'accord avec cette manière de voir : ce n'est pas une raison pour me faire dire ce que je n'ai pas dit.

Quant à l'accusation selon laquelle je ferais mienne « la thèse officielle du PC et du cher Fajon sur la paupérisation », c'est une simple construction de l'esprit : tout l'article incriminé est axé sur la nécessité d'un retour au syndicalisme révolutionnaire assorti du mutualisme et de la coopération, à mon sens, disais-je en propres termes, « seuls susceptibles de faire passer les moyens de production et d'échange aux mains des producteurs et d'apporter au syndicalisme révolutionnaire les moyens de la révolution qui est son but ».

C'est-à-dire exactement le contraire de la thèse de la paupérisation.

Encore un méfait de cette satanée paralexie !

## Notes

[1] C'est moi qui souligne. (Note de l'auteur.)

[2] C'est moi qui souligne. (Note de l'auteur.)

<http://www.la-presse-anarchiste.net/spip/spip.php?article1019>

## À la recherche du sens des mots et de la vérités des choses (2)

par **Rassinier (Paul)**

### *III. Au dictionnaire des idées reçues*

Il est de bon ton de dire que les sociaux-démocrates allemands ont « bien gentiment cédé le pouvoir à Hitler, parce que le personnage avait obtenu la majorité des voix ». Il y a comme cela des idées qu'on accepte antérieurement à toute réflexion : les idées reçues, disait Flaubert. Celle-ci nous vient de la propagande communiste.

Et rien n'est plus faux.

Le jour où, à la faveur d'une coalition électorale, Hitler obtint la majorité des voix, la contre-révolution était consommée et il n'y avait plus rien à faire : l'intervention du suffrage universel et son verdict en faveur de Hitler au deuxième degré furent non pas la cause mais le dernier acte et le dénouement d'une tragédie qui se joua sur quinze ans. Le premier acte où l'intrigue se noua en fut le traité de Versailles qui condamna l'Allemagne à un régime économique d'autarcie incompatible avec la République de Weimar qu'il y institua au niveau de la politique.

De même que le socialisme n'est pensable que dans un régime économique à base de mutuellisme et de coopération assorti d'un régime politique à base de fédéralisme l'autarcie économique ne se conçoit qu'assortie de la dictature.

Le traité de Versailles condamna donc l'Allemagne à la dictature. Et les sociaux-démocrates se trouvèrent coincés entre la dictature communiste et la dictature fasciste.

Ils ne pouvaient échapper à la première qu'à la condition de se livrer à la seconde si, d'une part, les grandes puissances ne voulaient pas réviser le traité de Versailles et si, de l'autre, étant au pouvoir, ils ne consentaient pas, eux, à y faire une politique qui inscrirait le socialisme dans les faits.

Or, ils étaient surtout animés par le souci d'échapper à la dictature communiste et, dans les années 1919-23, les Noske, les Scheidemann et les Breitling firent n'importe quoi pour donner le coup d'arrêt à la révolution allemande de type bolchevique. D'autre part, il faut convenir qu'ils n'avaient nullement l'intention d'inscrire le socialisme dans les faits et ce fut leur seconde faute grave. Mais il faut aussi convenir que, s'ils avaient eu cette intention, ils n'auraient pas pu la conduire à son terme, les grandes puissances leur en refusant les moyens en leur refusant la révision du traité de Versailles.

Les grandes puissances étaient surtout anticommunistes, les rapports qui doivent exister entre le régime politique et le régime économique des sociétés ne leur donnaient aucune inquiétude au-delà de leurs intérêts immédiats. Les Américains investirent 120 milliards de francs de l'époque chez les industriels allemands qui étaient contre la République de Weimar pour leur permettre de tourner presque à

vide en évitant trop de chômage et pour gagner un marché. Avec l'assentiment du Foreign Office, Déterding, que la Révolution russe avait dépossédé des pétroles du Caucase distribua milliards sur milliards aux magnats de l'industrie lourde qui était la plus réactionnaire, la plus anticommuniste et par avance acquise à Hitler.

En 1933, toute l'économie allemande était, aux côtés de l'armée et de la police, expressions et instruments de l'ordre, au service du national-socialisme. Et le suffrage universel dit docilement ce que la presse, entre les mains des industriels lui commanda de dire.

Le 30 juin 1933, les sociaux-démocrates allemands n'avaient plus d'autre ressource que de descendre dans la rue en ayant tout, choses et gens, contre eux et de nous donner une préfiguration symétrique de ce qui vient de se passer en Hongrie ou s'incliner.

Ils se sont inclinés.

Mais on ne peut leur reprocher ce qu'ils ont fait ce jour-là qu'à la condition de leur reprocher une disposition générale d'esprit et tout ce qu'ils ont fait avant, qui les a conduits là. Encore devons-nous être justes envers eux en situant leur attitude d'ensemble dans son contexte historique, c'est-à-dire en faisant, dans les responsabilités, la part des grandes puissances et du bolchevisme qui a mis et qui continue à mettre tout le monde en porte-à-faux dans toutes les conjonctures.

A ce propos, il n'est peut-être pas sans intérêt d'observer qu'en France le socialisme se trouve au pouvoir [1] dans des conditions analogues à celles dans lesquelles s'y trouvait la sociale-démocratie en Allemagne : avec aussi peu d'intention d'inscrire le socialisme dans les faits, le même souci de mettre en échec d'abord le bolchevisme, dans une économie elle aussi asphyxiée par la guerre, entièrement marginale à l'échelle universelle et une Amérique décidée à ne la renflouer que dans la mesure où ce qu'elle fera dans ce sens, favorisera sa politique de conquête de tous les marchés du monde.

Si les mêmes causes produisent les mêmes effets...

#### ***IV. Pour une théorie moderne de l'action populaire et de la Révolution***

De la Révolution française, Marx a inféré :

1. Que l'action populaire avait porté la Bourgeoisie au pouvoir politique en 1789 et lui avait permis de modifier les structures économiques et sociales dans un sens conforme à ses vues ;
  2. Qu'une action populaire d'envergure et bien conduite y pourrait de même porter le prolétariat et le mettre à même d'en faire autant pour son propre compte.
- Cette thèse d'ailleurs antimarxiste a été adoptée par le mouvement ouvrier à l'époque et reste sa loi.

Marx n'a oublié que deux choses :

1. Ce n'est pas l'action populaire dans la rue qui a porté la Bourgeoisie au pouvoir politique en 1789, mais c'est la longue et lente transformation des structures économiques et sociales commencée au temps des Croisades, continuée avec la découverte de l'Amérique et couronnée par la marmite de Papin, qui a rendu possible cette action populaire dans les perspectives de l'efficacité et du succès.
2. En grim pant au pouvoir politique et en s'y installant dans des structures économiques et sociales qu'il avait au préalable créées, le Bourgeois pouvait rester un Bourgeois ; en y grim pant et en s'y installant dans les mêmes structures le prolétaire

ne reste pas un prolétaire mais devient un Bourgeois. Parce que, comme le fait justement remarquer E. M. Remarque dans *A l'ouest rien de nouveau*, si le soldat raisonne toujours en soldat, à partir du moment où il devient caporal, il raisonne en caporal : voyez Khrouchtchev après Staline, et voyez Guy Mollet.

D'où la nécessité de penser la Révolution en d'autres termes que la conquête du pouvoir politique dans les structures économiques et sociales traditionnelles et l'action populaire sous une autre forme que la descente dans la rue seulement.

Si les Bourgeois nous ont donné une leçon, c'est celle-ci : inconsciemment sans doute — mais ceci ne change rien à l'affaire — ils n'ont posé leur candidature au pouvoir politique que lorsqu'ils ont été en possession de la richesse nationale, c'est-à-dire des moyens de production et d'échange.

Ennemis de la propriété individuelle, nous ne pouvons prétendre accaparer aujourd'hui ces moyens de production et d'échange que dans les perspectives du mutuellisme et de la coopération. Ennemis de la centralisation du pouvoir et de l'Etat, nous ne pouvons par ailleurs envisager d'autres formes d'exercice du pouvoir que dans celles du fédéralisme proudhonien qui est sa négation même.

Le jour où un puissant courant d'action populaire aurait réussi à inscrire le mutuellisme, la coopération et le fédéralisme dans les faits, ce serait un jeu d'en obtenir l'inscription dans la loi. Et rien ne dit que la descente dans la rue serait alors nécessaire : si elle l'était, elle serait alors possible dans la perspective d'un succès certain.

On peut, certes, refuser le mutuellisme, la coopération et le fédéralisme, mais il faudra trouver autre chose : mon opinion est, à tort ou à raison et en tout état de cause, qu'il n'y a pas de situation révolutionnaire et donc pas de révolution possible, si, les facteurs subjectifs étant parfaitement au point, les conditions objectives n'en sont pas réalisées.

Si j'ai dit que ces conditions objectives devaient être réalisées à l'échelle universelle, c'est parce que, les progrès scientifiques ayant complètement changé l'aspect du monde, l'internationalisme prolétarien n'y peut plus jouer, dans sa structure actuelle, qu'au risque certain d'y déclencher une guerre mondiale. Le mutuellisme, la coopération et le fédéralisme ne se pensent d'ailleurs qu'à l'échelle universelle et ils me paraissent seuls capables de créer, assez rapidement, une situation dans laquelle l'internationalisme prolétarien pourrait de nouveau jouer, non plus sous menace de guerre mais sur promesse de Révolution.

C'est peut-être une vue de l'esprit. Elle signifie, en tout cas, non pas qu'il faut attendre que la situation soit révolutionnaire simultanément dans tous les pays du monde, mais qu'il faut commencer tout de suite à créer cette situation révolutionnaire partout.

Si attentisme il y a quelque part, j'ai l'impression qu'il se trouve plutôt du côté de ceux qui se répandent en beaux préceptes au niveau de la morale du socialisme, parlent et écrivent beaucoup mais ne font rien pour créer cette situation révolutionnaire dans les contingences matérielles : il y a vingt-cinq ans que, pour ma part, je ne parle et écris que dans l'espoir de trouver cent personnes décidées à créer une coopérative dans l'esprit des pionniers de Rochdale.

J'attends toujours les 99 autres.

Car, dans le mouvement ouvrier ou chacun se prend aujourd'hui sinon pour Dieu le Père, du moins pour un pape ou un chef d'école, on est beaucoup plus fort sur le chapitre des préceptes abstraits inaccessibles pour tout le monde y compris pour ceux qui les énoncent, que sur celui des exemples concrets.

Or la Révolution se prêchera par l'exemple ou ne se fera jamais.

Je laisse au lecteur le soin de transposer cette théorie dans les autres aspects des

luttons ouvrières notamment, et notamment de l'étendre à la grève partielle à objectifs forcément limités aux revendications immédiates et qui, grâce à tout un arsenal de lois dont elle n'a pu empêcher la promulgation, joue aujourd'hui beaucoup plus contre les usagers, c'est-à-dire contre la classe ouvrière elle-même que contre le régime. Si les routiers remplacent les cheminots en grève, la perturbation apportée à l'économie est largement compensée par les journées de salaire non payées. Si le facteur ne distribue pas le courrier aujourd'hui, il en distribuera le double demain et il aura perdu une journée de salaire. Mais à quoi bon multiplier les exemples ? Au siècle de l'énergie nucléaire la grève n'est plus pensable que générale et gestionnaire, c'est-à-dire dans une forme qui n'indisposant personne est seule capable d'apporter dans l'économie des perturbations que les tenants du régime redoutent dans la mesure où ils seraient seuls à en faire les frais.

Si j'ai tort — ce que je n'exclus pas à priori — on peut me l'écrire.

Paul Rassinier

#### Notes

[1] Écrit avant la chute du gouvernement Guy Mollet.

<http://www.la-presse-anarchiste.net/spip.php?article1009>

**AAARGH Reprints**

février 2010

< [aaarghinternational@hotmail.com](mailto:aaarghinternational@hotmail.com) >